



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 105

**Loi sur l'application de certaines
dispositions fiscales à une société en
commandite exploitant
des mines d'amiante**

Présentation

**Présenté par
M. Raymond Savoie
Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones**

**Éditeur officiel du Québec
1986**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet prévoit des règles particulières pour l'application de la Loi concernant les droits sur les mines et de la Loi sur les impôts à l'entreprise d'exploitation minière, de transformation ou de mise en marché de l'amiante, opérée en société en commandite sous la raison sociale de « LAB société en commandite ».

Pour l'application de la Loi concernant les droits sur les mines, la société et ses membres seront considérés comme un seul exploitant à l'égard des opérations de l'entreprise. Dans ce cadre, la section II du projet modifie l'application de certaines règles prévues par cette loi pour le calcul des allocations pour dépréciation, pour développement et pour investissement et pour la déduction de certaines dépenses admissibles.

Ainsi, un bien dont un membre a cédé le droit d'usage à la société aux fins de l'entreprise sera réputé acquis en toute propriété par la société pour le calcul de l'allocation pour dépréciation et de l'allocation pour investissement. De plus, la société pourra compter dans le calcul de l'allocation pour développement, les frais encourus par un membre antérieurement à son adhésion à la société et qui n'auront pas été antérieurement déduits de la valeur de la production des biens dont il aura cédé le droit d'usage à la société. Enfin la société pourra déduire dans le calcul de son profit annuel certaines dépenses engagées par ses membres relativement à des réclamations en dommages-intérêts.

Pour l'application de la Loi sur les impôts, la section III du projet a pour objet de permettre que la formation et la dissolution éventuelle de la société puissent se faire par voie de roulement, sans impact fiscal.

De même, elle vise à permettre à la société en commandite de réclamer dans le calcul de son revenu l'amortissement du coût en capital sur les biens appartenant aux membres et dont le droit d'usage lui est cédé.

De plus, dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition au cours de laquelle un membre aura cédé le droit d'usage d'un bien en faveur

de la société, ce membre pourra réclamer un amortissement proportionnel au nombre de jours pendant lesquels ce bien aura été effectivement en sa possession.

Il est en outre prévu qu'un membre pourra déduire dans le calcul de son revenu des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur dans la mesure de la part qu'il détiendra dans le partage du revenu de la société. Enfin, un membre pourra réclamer les frais d'intérêt ou de location encourus à l'égard des biens dont il aura cédé à la société un droit d'usage aux fins de l'entreprise.

Le projet prévoit également que la société ne sera pas dissoute par la faillite d'un commanditaire ni par un jugement maintenant la saisie de sa part dans la société. Il précise, en outre, que pendant la durée de la société, l'intérêt d'un commanditaire dans la société et les biens dont il lui cède le droit d'usage ne pourront être cédés ou dévolus à un tiers qu'en bloc et à la condition que le tiers assume toutes les obligations du commanditaire prévues à la convention de société.

Projet de loi 105

Loi sur l'application de certaines dispositions fiscales à une société en commandite exploitant des mines d'amiante

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION I

INTERPRÉTATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par

« **droit d'usage** »: le droit exclusif, franc de loyer ou de redevance, d'occuper ou d'utiliser un bien aux fins de l'entreprise;

« **entreprise** »: l'exploitation minière, la transformation ou la mise en marché de l'amiante ou de tout produit tiré du minerai d'amiante;

« **membre** »: un associé à titre de commandité ou de commanditaire dans la société;

« **société** »: une société en commandite formée en vertu du Code civil par convention et déclaration de raison sociale le 18 juin 1986 sous la raison sociale « LAB société en commandite » et ayant pour objet la mise en oeuvre de l'entreprise.

SECTION II

DROITS SUR LES MINES PAYABLES PAR LA SOCIÉTÉ

2. Aux fins de l'application de la Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15), la société est réputée être un seul exploitant à l'égard de toutes les opérations de l'entreprise. À l'égard de toute autre opération, un membre demeure toutefois un exploitant distinct.

Les droits que doit payer la société en vertu de cette loi pour les opérations de l'entreprise sont déterminés en tenant compte des dispositions suivantes.

3. Pour le calcul de l'allocation pour dépréciation et de l'allocation pour traitement prévues par cette loi, un bien dont le droit d'usage a été acquis d'un membre par la société est réputé avoir été acheté par celle-ci, même si le membre en conserve la propriété. Dans le cas d'un bien loué dont le droit d'usage est acquis d'un membre par la société, ce bien est réputé avoir été loué par la société, même si le membre en demeure locataire, dans la mesure où ce bien serait sujet à l'allocation pour dépréciation si le membre était un exploitant distinct.

Le membre est réputé disposer de ce bien et la société est réputée en devenir propriétaire ou locataire, suivant le cas, le jour où le membre en cède le droit d'usage à la société. Le bien demeure toutefois un bien de la catégorie à laquelle il appartenait avant cette date.

4. Le produit de disposition pour le membre d'un bien visé à l'article 3 est réputé être égal au coût non amorti de ce bien aux fins de l'allocation pour dépréciation.

Le coût pour la société d'un tel bien est réputé être égal au coût en capital de ce bien pour ce membre aux fins de l'allocation pour traitement et de l'allocation pour dépréciation.

Le coût des améliorations faites après la date de la cession du droit d'usage peut être ajouté, selon le cas, au coût en capital ou au coût non amorti, de la même manière que si la société était propriétaire du bien amélioré.

Pour un membre de la société, le coût non amorti d'un bien sujet à l'allocation pour dépréciation est égal à une fraction du coût non déprécié pour ce membre de l'ensemble des biens de la catégorie dans laquelle ce bien est compris. Cette fraction est égale à la proportion

que représente le coût en capital du bien pour le membre sur le coût en capital pour lui de tous les biens de la catégorie dans laquelle le bien est compris.

5. Aux fins de l'article 10 de la Loi concernant les droits sur les mines, la société est réputée avoir déduit, à titre d'allocation pour dépréciation à l'égard d'un bien, un montant égal à la différence entre le coût en capital du bien pour un membre et le coût non amorti de ce bien pour ce membre.

6. À la fin de l'année financière au cours de laquelle il est réputé avoir disposé d'un bien suivant l'article 3 de la présente loi, un membre peut, le cas échéant, déduire à titre d'allocation pour dépréciation ou d'allocation pour traitement à l'égard de ce bien, un montant égal à une fraction du montant qu'il pourrait déduire s'il était alors en possession du bien.

Cette fraction représente le rapport sur 365, du nombre de jours de l'année financière qui sont antérieurs à celui de la disposition.

7. Dans le calcul du montant qu'elle peut déduire à titre d'allocation pour développement en application de l'article 16 de la Loi concernant les droits sur les mines, la société peut compter jusqu'à ce qu'ils aient été alloués en entier les frais qu'a encourus un membre antérieurement à la date où il est devenu partie à la convention de société à l'égard de la production des biens dont il a cédé le droit d'usage à la société et qui n'ont pas été antérieurement déduits de la valeur brute de la production de ces biens.

8. Dans le calcul du montant qu'elle peut déduire à titre d'allocation pour investissement en application de l'article 17 de cette loi, la société peut compter les dépenses décrites à l'article 18 de cette loi qui ont été engagées par un membre à l'égard des biens dont il a cédé le droit d'usage à la société, moins les montants déjà déduits à ce titre par ce membre antérieurement à la date où il est devenu partie à la convention de société.

9. Dans la mesure où elles sont admissibles suivant l'article 8 de cette loi, la société peut déduire dans le calcul de son profit annuel pour un exercice financier, les dépenses engagées au cours de cet exercice par un membre relativement à toute réclamation ou possibilité de réclamation en dommages-intérêts en raison d'allégations de faits dommageables reliées aux produits de ce membre ou en raison de représentations ou de garanties données à l'égard de tels produits.

Aux fins de cette déduction les produits d'une autre corporation dont un membre peut être tenu d'assumer les obligations sont réputés être des produits de ce membre.

10. Aux fins de l'application du paragraphe « *m* » de l'article 27 et du paragraphe « *b* » de l'article 27.1 de cette loi à la société et à ses membres, une déduction déterminée selon la présente loi n'est pas considérée comme un subside ni une aide.

11. Pour l'application des articles 15 et 29 de cette loi, l'opération par laquelle un droit d'usage est acquis d'un membre par la société conformément à l'article 3 de la présente loi n'est pas une opération avec une personne liée.

Malgré l'article 35 de cette loi, un membre de la société peut déduire un crédit de droits, un crédit de droits reportable, un crédit de droits pour perte et réclamer un crédit de droits remboursable pour perte à l'égard des opérations qui ne font pas partie de l'entreprise.

SECTION III

CALCUL DU REVENU POUR UNE ANNÉE D'IMPOSITION

12. La présente section s'applique aux fins de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-4), de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) et des règlements adoptés en vertu de ces lois.

13. Lorsque, à un moment quelconque, la société acquiert d'une corporation qui est, immédiatement après cette acquisition, un membre de la société, un droit d'usage à l'égard d'un bien dont la corporation est, immédiatement avant ce moment, propriétaire, la société est réputée acquérir de la corporation, à ce moment, le bien à l'égard duquel le droit d'usage est constitué et non pas un droit d'usage à l'égard de ce bien et la corporation est réputée aliéner à ce moment, en faveur de la société, ce bien et non pas un droit d'usage à l'égard de ce bien.

14. Lorsque la société apporte une amélioration ou un développement à un bien visé à l'article 13 et que, si ce n'était de ce dernier article et du présent article, la société posséderait uniquement un droit d'usage à l'égard de l'amélioration ou du développement, la société est réputée être propriétaire de l'amélioration ou du développement.

15. Lorsqu'un droit d'usage mentionné aux articles 13 et 14 et constitué à l'égard d'un bien s'éteint à un moment quelconque, la société est réputée aliéner ce bien à ce moment en faveur de la corporation qui lui en avait cédé le droit d'usage et celle-ci est réputée acquérir ce bien au même moment.

16. Lors de la dissolution de la société et malgré l'article 619 de la Loi sur les impôts, la société est réputée recevoir, au moment de l'aliénation d'un bien qu'elle fait ou qu'elle est réputée faire en vertu de l'article 15, en faveur d'une corporation qui est, immédiatement avant la dissolution, un de ses membres, un produit égal au coût indiqué de ce bien, pour elle, immédiatement avant l'aliénation, et la corporation est réputée acquérir ce bien à un coût égal à ce produit.

Toutefois, si ce bien est un bien amortissable d'une catégorie prescrite de la société, le produit visé au premier alinéa est égal à la proportion de la partie non amortie du coût en capital, immédiatement avant l'aliénation, des biens amortissables de la catégorie prescrite de la société dans laquelle le bien est compris, représentée par le rapport entre :

a) l'excédent, sur le montant réputé avoir été accordé à la société à l'égard du bien en vertu de l'article 24 avant ce moment, du total :

i. du produit de l'aliénation du bien qui avait été convenu en vertu de l'article 614 de la Loi sur les impôts à l'égard de l'aliénation du bien réputée avoir été faite en faveur de la société au moment où elle était réputée l'avoir acquis en vertu de l'article 13; et

ii. du coût en capital, pour la société, de chaque amélioration ou développement qu'elle a fait au bien avant ce moment; ou

b) s'il s'agit d'un bien amortissable qui n'est pas réputé avoir été acquis par la société en vertu de l'article 13 ni d'une amélioration ou d'un développement à ce dernier bien; le coût en capital de ce bien pour la société; et

c) l'ensemble des montants calculés en vertu des paragraphes *a* et *b* à l'égard de tous les biens amortissables de cette catégorie.

17. Aux fins du paragraphe *a* du second alinéa de l'article 16, le montant réputé avoir été accordé à la société à l'égard d'un bien amortissable quelconque, en vertu de l'article 24, avant le moment visé à ce paragraphe, est la proportion du montant déduit avant ce moment, en vertu de l'article 23, par la corporation de qui la société est réputée avoir acquis le bien en vertu de l'article 13, à l'égard des biens de la

catégorie prescrite dans laquelle ce bien était compris immédiatement avant que la société ne soit réputée l'acquérir en vertu de ce dernier article, représentée par le rapport, à ce dernier moment, entre le coût en capital du bien pour la corporation et le coût en capital, pour la corporation, de tous les biens amortissables de cette catégorie prescrite qui sont réputés, en vertu de l'article 13, avoir été aliénés par la corporation en faveur de la société.

18. Aux fins des articles 93 à 104, 130 et 130.1 de la Loi sur les impôts et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 de cette loi, lorsque, lors de sa dissolution, la société aliène ou est réputée aliéner en vertu de l'article 15, en faveur d'une corporation qui est, immédiatement avant la dissolution, un de ses membres, un bien amortissable d'une catégorie prescrite et que le coût en capital du bien, pour la société, excède le produit qu'elle est réputée recevoir, en vertu de l'article 16, à l'égard de l'aliénation du bien, les règles suivantes s'appliquent :

a) le coût en capital du bien pour la corporation est réputé être le coût en capital du bien pour la société ;

b) l'excédent est réputé avoir été accordé à la corporation à titre d'amortissement pour les années d'imposition qui précèdent la ré-acquisition du bien par elle.

19. Chaque corporation visée à l'article 16 est réputée recevoir, à titre de produit de l'aliénation de son intérêt dans la société, un montant égal au plus élevé :

a) du prix de base rajusté de son intérêt dans la société, immédiatement avant la dissolution de la société ; ou

b) de l'ensemble du montant d'argent qu'elle reçoit lors de la dissolution de la société et du total, pour l'ensemble des biens qui, lors de cette dissolution, sont aliénés ou réputés, en vertu de l'article 15, être aliénés en sa faveur, des produits de l'aliénation que la société est réputée en recevoir en vertu de l'article 16.

20. Aux fins du calcul du montant qu'une corporation, membre de la société, peut déduire, en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, à l'égard des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, des frais canadiens d'exploration et des frais canadiens de mise en valeur engagés par une personne, ci-après appelée le « prédécesseur », de qui le membre ou un premier acquéreur, au sens des articles 378, 403 ou 415.1 de cette loi, avait acquis des biens miniers canadiens selon les articles 376, 378,

402, 403, 415 ou 415.1 de cette loi et aux fins du calcul de l'allocation d'épuisement de ce membre en vertu de l'article 360 de cette loi et des règlements adoptés aux fins de cet article, la part de ce membre dans la partie du revenu de la société, pour un exercice financier de celle-ci se terminant dans l'année, qui provient de l'aliénation de biens miniers canadiens ou de la production de mines situées au Canada, peut, malgré le paragraphe *f* de l'article 600 de cette loi, être attribuée :

a) à l'aliénation de biens miniers canadiens dont le prédécesseur était propriétaire immédiatement avant l'acquisition des biens par le membre ou le premier acquéreur, selon le cas; ou

b) à la production de mines situées au Canada à l'égard desquelles le prédécesseur avait un intérêt ou un droit d'extraction immédiatement avant l'acquisition des biens par le membre ou le premier acquéreur, selon le cas.

21. Une corporation qui est membre de la société peut déduire, dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise ou de biens pour une année d'imposition, le montant des intérêts qu'elle paie à l'égard de l'année ou qu'elle doit payer à l'égard de l'année, conformément à une obligation juridique, relativement au financement d'un bien dont elle a cédé à la société le droit d'usage, dans la mesure où ce montant est raisonnable et vise une période pendant la totalité de laquelle la société possède ce droit d'usage.

22. Une corporation qui est membre de la société peut déduire, dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise ou de biens pour une année d'imposition, le montant du loyer qu'elle paie à l'égard de l'année ou qu'elle doit payer à l'égard de l'année relativement à un bien qu'elle loue et met à la disposition exclusive de la société, dans la mesure où ce montant est raisonnable et vise une période pendant la totalité de laquelle le bien est à la disposition exclusive de la société.

23. Une corporation qui est membre de la société peut déduire dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise ou de biens, pour son année d'imposition au cours de laquelle elle est réputée, en vertu de l'article 13, aliéner un bien en faveur de la société, un montant qui n'excède pas la proportion visée au deuxième alinéa de l'excédent :

a) du montant qu'elle pourrait déduire pour l'année dans ce calcul à titre d'amortissement, en vertu des règlements adoptés aux termes du paragraphe *a* de l'article 130 de la Loi sur les impôts, à l'égard des biens de la catégorie prescrite dans laquelle ce bien serait compris si elle en était encore propriétaire à la fin de l'année; sur

b) le montant qu'elle peut déduire à ce titre pour l'année à l'égard des biens de la catégorie prescrite visée au paragraphe *a*.

La proportion à laquelle le premier alinéa réfère est celle que représente, par rapport au nombre total de jours de cette année d'imposition, le nombre de jours de cette année qui sont compris dans la période se terminant le jour de l'aliénation réputée visée à l'article 13.

24. Le montant qu'une corporation déduit pour une année d'imposition en vertu de l'article 23, à l'égard des biens qu'elle est réputée aliéner en faveur de la société en vertu de l'article 13, est réputé avoir été accordé à la société, dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise ou de biens pour les années d'imposition qui se terminent avant le moment visé à l'article 13, à titre d'amortissement, en vertu des règlements adoptés aux termes du paragraphe *a* de l'article 130 de la Loi sur les impôts, à l'égard des biens de la catégorie prescrite de la société dans laquelle ces biens sont compris.

25. Une corporation ne peut déduire un montant pour une année d'imposition en vertu de l'article 23 que si elle produit au ministre du Revenu un choix à cet effet dans le délai prévu à l'article 604 de la Loi sur les impôts et que si tous les autres membres de la société y consentent dans ce délai.

SECTION IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

26. La société n'est pas dissoute par la faillite d'un commanditaire, ni par un jugement maintenant la saisie de la part d'un commanditaire.

27. Pendant la durée de la société, l'intérêt d'un commanditaire dans la société, ses créances contre la société, les actions du commandité qu'il possède soit directement, soit indirectement, ainsi que tous les biens dont il est tenu de céder le droit d'usage à la société, ne peuvent être cédés ou dévolus à un tiers qu'en bloc et à la condition que le tiers assume toutes les obligations du commanditaire qui sont prévues à la convention de société et à toute convention connexe.

28. Le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones est chargé de l'application de la section II de la présente loi; le ministre du Revenu est chargé de l'application de la section III.

29. La présente loi a effet à compter du 18 juin 1986.

30. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).